

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**Collecte, traitement et valorisation des déchets pour les  
besoins du GHT de l'Union Hospitalière de Cornouaille**

---

**GHT Union Hospitalière de Cornouaille  
CH de Cornouaille, établissement support  
14 Avenue Yves Thépot  
BP 1757  
29107 QUIMPER Cedex**

# SOMMAIRE :

<b>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ</b>	<b>4</b>
1.1 Objet du marché	4
1.2 Dispositions générales	4
<b>ARTICLE 2 - DEFINITION DES PRESTATIONS</b>	<b>5</b>
<b>2.1 LOT 1 : DECHETS DANGEREUX CHIMIQUES, TOXIQUES ET CYTOTOXIQUES</b>	<b>5</b>
2.1.1 Définition des déchets à traiter du lot 1	5
2.1.2 Nature des prestations du lot 1	6
2.1.3 Collecte et transport du lot 1	6
2.1.4 Traçabilité et suivi des déchets du lot 1	7
<b>2.4 LOT 2 : DECHETS D'EMBALLAGE EN COMPACTEUR AVEC LOCATION DES MATERIELS ET AVEC MISE A DISPOSITION DE CONTENANTS DE COLLECTE</b>	<b>7</b>
2.2.1 Définition des déchets à traiter du lot 2	7
2.2.2 Nature des prestations du lot 2	8
2.2.2.1 Location du compacteur et du lave-conteneur	8
2.2.2.2 Aménagement de la plate-forme déchets – Site Laënnec CH Cornouaille Quimper	9
2.2.2.3 Location de bacs roulants	10
2.2.2.3.1 Caractéristiques des bacs roulants	10
2.2.2.3.2 Maintenance des bacs	11
2.2.2.3.3 Nettoyage des bacs	11
2.2.3 Collecte et transport du lot 2	11
2.2.3.1 Vidage des bacs	11
2.2.3.2 Pesée des déchets	12
2.2.4 Traitement et valorisation du lot 2	12
2.2.5 Rachat de la matière du lot 2	13
<b>2.3 LOT 3 : DECHETS INDUSTRIELS BANALS (DIB HORS DEA)</b>	<b>13</b>
2.3.1 Définition des déchets à traiter du lot 3	13
2.3.2 Nature des prestations du lot 3	13
2.3.3 Collecte et transport du lot 3	13
2.3.4 Traitement et valorisation du lot 3	14
2.3.5 Rachat de la matière du lot 3	15
<b>2.4 LOT 4 : PAPIERS CONFIDENTIELS ET ARCHIVES MEDICALES</b>	<b>15</b>
2.4.1 Définition des déchets à traiter du lot 4	15
2.4.2 Nature des prestations du lot 4	15
2.4.3 Collecte et transport du lot 4	16
2.4.4 Traitement et valorisation du lot 4	16
2.4.5 Rachat de la matière du lot 4	17
<b>2.5 LOT 5 : CARTON VALORISABLE EN COMPACTEUR AVEC LOCATION DES MATERIELS ET EN VRAC DIFFUS AVEC MISE A DISPOSITION DE CONTENANTS DE COLLECTE</b>	<b>17</b>
2.5.1 Définition des déchets à traiter du lot 5	17
2.5.2 Nature des prestations du lot 5	18
2.5.2.1 Location du compacteur et du lave-conteneur	18
2.5.2.2 Aménagement de la plate-forme Déchets – Site Laënnec CH Cornouaille Quimper	19
2.5.2.3 Location des contenants de collecte	19

2.5.2.3.1	Caractéristiques des bacs roulants	20
2.5.2.3.2	Maintenance des bacs	20
2.5.2.3.3	Nettoyage des contenants de collecte	21
2.5.3	Collecte et transport du lot 5	21
2.5.3.1	Vidage de la benne compactrice et des contenants de collecte	21
2.5.3.2	Pesée des déchets	21
2.5.4	Traitement et valorisation du lot 5	22
2.5.5	Rachat de la matière du lot 5	22
<b>2.6</b>	<b>LOT 6 : METAUX</b>	<b>22</b>
2.6.1	Définition des déchets à traiter du lot 6	23
2.6.2	Nature des prestations du lot 6	23
2.6.3	Collecte et transport du lot 6	23
2.6.4	Pesée des déchets du lot 6	23
2.6.5	Traitement et valorisation du lot 6	23
2.6.6	Rachat de la matière du lot 6	24
<b>2.7</b>	<b>LOT 7 : PLASTIQUES VALORISABLES</b>	<b>24</b>
2.7.1	Définition des déchets à traiter du lot 7	24
2.7.2	Nature des prestations du lot 7	24
2.7.3	Collecte et transport du lot 7	24
2.7.4	Pesée des déchets du lot 7	25
2.7.5	Traitement et valorisation du lot 7	25
2.7.6	Rachat de la matière du lot 7	25
<b>2.8</b>	<b>LOT 8 : EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI) A USAGE UNIQUE</b>	<b>26</b>
2.8.1	Définition des déchets à traiter du lot 8	26
2.8.2	Nature des prestations du lot 8	26
2.8.3	Collecte et transport du lot 8	26
2.8.4	Pesée des déchets du lot 8	26
2.8.5	Traitement et valorisation du lot 8	27
2.8.6	Rachat de la matière du lot 8	27
<b>ARTICLE 3 - MODALITES D'EXECUTION ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE</b>		<b>28</b>
<b>3.1</b>	<b>Coordination des opérations</b>	<b>28</b>
<b>3.2</b>	<b>Conditions générales d'exécution</b>	<b>28</b>
<b>3.3</b>	<b>Mise en service et installation des matériels au démarrage du marché</b>	<b>28</b>
<b>3.4</b>	<b>Règles d'hygiène, formation et tenue des personnels</b>	<b>29</b>
<b>3.5</b>	<b>Modalités de transport</b>	<b>29</b>
<b>3.6</b>	<b>Modalités de traitement</b>	<b>29</b>
<b>3.7</b>	<b>Traçabilité des déchets et justificatifs de l'élimination des déchets</b>	<b>29</b>
<b>3.8</b>	<b>Refus de prise en charge des déchets</b>	<b>30</b>
<b>3.9</b>	<b>Reprise des matériels en fin de marché</b>	<b>30</b>
<b>3.10</b>	<b>Continuité de service</b>	<b>30</b>
<b>3.11</b>	<b>Evolution du besoin</b>	<b>31</b>

## **ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ**

### **1.1 Objet du marché**

La présente consultation a pour objet la collecte, le traitement et la valorisation des déchets pour l'ensemble des établissements membres du Groupement Hospitalier de Territoire, Union Hospitalière de Cornouaille et pour les établissements partenaires du GHT.

Les Etablissements membres du GHT sont :

- Le Centre Hospitalier de Cornouaille Quimper - Concarneau, établissement support du GHT
- Le Centre Hospitalier Michel Mazéas à Douarnenez
- L'EPSM du Finistère du Sud à Quimper

Les Etablissement partenaires du GHT sont :

- Le Pôle de Réadaptation de Cornouaille (UGECAAM) à Concarneau, établissement de santé privé d'intérêt collectif

En phase de passation du marché, le Centre Hospitalier de Cornouaille assure la gestion de la procédure de passation, la signature et notification du marché pour l'ensemble des établissements membres et partenaires du GHT.

En phase d'exécution du marché, chaque établissement assure la gestion contractuelle du marché. Le Centre Hospitalier de Cornouaille, établissement coordonnateur du groupement, pourra intervenir concernant tout litige relatif à l'exécution du contrat.

Les établissements membres et partenaires du GHT assureront, chacun pour la part qui les concerne, l'exécution notamment financière (émission des bons de commande, vérification des prestations, règlement des factures..).

Le marché est décomposé en 8 lots :

Lot(s)	Désignation
01	Déchets dangereux chimiques, toxiques et cytotoxiques
02	Déchets d'emballage en compacteur avec location des matériels et avec mise à disposition de contenants de collecte
03	Déchets industriels banals (DIB hors DEA)
04	Papiers confidentiels et archives médicales
05	Carton valorisable en compacteur avec location des matériels et en vrac diffus avec mise à disposition de contenants de collecte
06	Métaux
07	Plastiques valorisables
08	Equipements de Protection Individuelle à usage unique

### **1.2 Dispositions générales**

Le présent marché comprend les prestations suivantes :

- La mise à disposition de matériels : bacs roulants, compacteurs, basculeurs, bennes, station de lavage de bac

- L'aménagement d'une plateforme extérieure (lot 2) intégrant les équipements pour le stockage, le compactage et le nettoyage des conteneurs pour les lots concernés par la mise à disposition d'un compacteur (lots 2 et 5)
- L'enlèvement des déchets selon une planification arrêtée dans le cadre de la réunion de cadrage du marché avec le titulaire
- Le vidage, le traitement et l'élimination des déchets dans des exutoires agréés ICPE avec édition d'un bordereau de suivi (BSD) quand nécessaire.
- La rédaction d'un bilan annuel (récapitulatif annuel des quantités et des dépenses) en format informatique sur fichier excel.)
- La tenue des revues de contrats dont l'organisation est à la charge de chaque établissement. Un bilan annuel est fourni aux établissements par le prestataire quel que soit le lot : il mentionne notamment les volumes d'activité par site, les taux de recyclage, de valorisation, les exutoires utilisés et les axes d'amélioration.
- La mise à disposition d'un outil informatique de pilotage de l'activité
- La maintenance des matériels mis à disposition selon les lots
- Le nettoyage et remise en place après vidage des contenants mis à disposition selon les lots
- Le rachat de matière selon les lots
- L'exécution des prestations dans le respect de la réglementation et des procédures associées
- L'accompagnement au déploiement des tris sélectifs nouveaux dans certains établissements et ajustement de la prestation en fonction des besoins.

Le volume annuel des déchets à traiter indiqué pour chaque lot est communiqué à titre estimatif au vue des chiffres 2023-2024 communiqués par les établissements selon les données de leurs prestataires si disponibles.

## **ARTICLE 2 - DEFINITION DES PRESTATIONS**

### **2.1 LOT 1 : DECHETS DANGEREUX CHIMIQUES, TOXIQUES ET CYTOTOXIQUES**

#### **2.1.1 Définition des déchets à traiter du lot 1**

Conformément au principe de la Responsabilité Elargie des Producteurs, le GHT Union Hospitalière de Cornouaille souhaite une prestation de collecte, traitement et valorisation en filière adaptée des déchets à risque chimiques, toxiques et cytotoxiques listés ci-dessous.

- Colorants de laboratoire
- Solutions aqueuses de laboratoire
- Produits chimiques en petits conditionnements
- Solvants non chlorés en petits conditionnements
- Emballages souillés
- Tabliers radiologiques en plomb
- Déchets mercuriels
- Aérosols
- Huiles usagées diverses
- Filtres à huile
- Liquide de refroidissement
- Huiles alimentaires
- Amalgames dentaires
- Dispositifs médicaux implantables actifs
- Récipients tout métal type bouteilles à pression utilisées pour le stockage de gaz ou de liquide
- Housses souillées issues de sas de décontamination
- Médicaments anticancéreux concentrés code CED 18 01 08\*, UN 2810 conformément à la circulaire DHOS du 13 février 2006

Le déchet sera obligatoirement traité sur un site agréé pour chaque catégorie de déchets (arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activité de soins à risque infectieux).

Le candidat fournira l'autorisation préfectorale du centre de traitement retenu pour chaque catégorie de déchets.

La liste des déchets n'est pas exhaustive, le titulaire pourra être sollicité pour proposer la prise en charge de tout autre déchet relevant de la catégorie des déchets dangereux chimiques, toxiques et cytotoxiques.

Les quantités et fréquence de collecte par établissement indiquées à l'Annexe 1 du présente CCTP sont données à titre indicatif, le besoin pouvant varier en fonction de l'activité de chaque site.

La prestation sera conforme aux recommandations de l'article L541-10-4 du code de l'environnement et l'article 78 de la loi de Grenelle.

### **2.1.2 Nature des prestations du lot 1**

Le titulaire sera chargé de la collecte, du transport et de l'élimination des déchets ainsi que de la fourniture d'emballages neufs et de moyens de stockage.

Les prestations comprennent :

- La mise à disposition (location ou vente) de contenants de collecte adaptés et en quantité suffisante,
- La mise à disposition de moyens de stockage adaptés aux déchets chimiques et toxique
- L'enlèvement des contenants remplis aux lieux de collectes indiqués,
- Le transport des déchets jusqu'au centre de traitement approprié,
- Le traitement et l'élimination des déchets dans un centre de traitement agréé.

A ce titre, le CH de Cornouaille souhaite la mise à disposition d'un conteneur sécurisé et ventilé avec bacs de rétention de 15 à 20m<sup>3</sup>. Ce conteneur sécurisé et ventilé sera positionné selon la proposition de plan Plateforme déchets et désigné en tant que 'contenant chimique' en Annexe 3 du présent CCTP.

Les interventions du titulaire seront réalisées dans le cadre des textes réglementaires en vigueur, notamment le code de la Santé Publique, le code du Travail, le code de l'Environnement ainsi que celui relatif au Transport des Matières Dangereuses. Les déchets seront éliminés selon la filière adaptée.

### **2.1.3 Collecte et transport du lot 1**

Les déchets recueillis et triés sous la responsabilité des établissements seront rassemblés sur les lieux de collecte comme définis à l'Annexe 1 du présent CCTP, soit dans des emballages appropriés mis à disposition par le titulaire, soit dans leur emballage d'origine ou dans des emballages perdus.

Les emballages mis à disposition par le candidat devront être étanches, en matériaux adaptés aux déchets à éliminer et comporter obligatoirement un étiquetage réglementaire (pictogramme de danger) et permettant d'identifier clairement et rapidement la nature du risque.

Les étiquettes seront fournies par le titulaire du marché.

Le candidat fournira le descriptif technique des emballages mis à disposition et des étiquettes proposés dans son mémoire technique.

L'entreprise assurant la collecte et le transport devra être agréée pour le transport de telles marchandises, conformément aux exigences de la réglementation ADR.

Les marchandises seront traitées dans des installations classées pour l'environnement et soumises à autorisation.

Le candidat décrira clairement le processus de collecte et de traitement pour chacun des déchets et de fournir les agréments attendus au niveau des transports et des centres de traitement.

Le titulaire devra dans tous les cas être en mesure, à tout moment du marché, de démontrer que les installations utilisées sont détentrices de toutes les autorisations nécessaires à l'exercice de ces activités.

#### **2.1.4 Traçabilité et suivi des déchets du lot 1**

Dans le cadre de l'exécution des prestations, le titulaire du marché devra assurer la traçabilité de la collecte et du traitement, et fournira pour chaque enlèvement les documents suivants :

- Ticket de pesée par marchandise
- Bordereau de Suivi de Déchets Dangereux (BSDD) - cerfa n°12571\*01
- Certificat de recyclage

Il établira également :

- La fiche d'identification du déchet (FID)
- Le Certificat d'acceptation préalable

Et il fournira annuellement :

- Un registre de suivi annuel (activité par année civile)
- Un Protocole de chargement

Après la destruction des déchets, le bordereau de suivi sera retourné au producteur dans le délai réglementaire d'un mois actuellement.

Le prestataire se conformera aux évolutions réglementaires.

### **2.4 LOT 2 : DECHETS D'EMBALLAGE EN COMPACTEUR AVEC LOCATION DES MATERIELS ET AVEC MISE A DISPOSITION DE CONTENANTS DE COLLECTE**

#### **2.2.1 Définition des déchets à traiter du lot 2**

Dans le cadre des dispositions de la politique nationale de gestion des déchets, et notamment l'adoption de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte les établissements du GHT Union Hospitalière de Cornouaille souhaitent renforcer le tri des déchets à la source.

Ce lot concerne la collecte, le recyclage et la valorisation des emballages papier, cartons, plastiques ainsi que journaux et magazines qui seront regroupés dans un même flux.

Les quantités de déchets à traiter communiquées en Annexe 1 du présent CCTP pourront évoluer selon les dispositions prises dans chaque établissement et selon les consignes établies sur le tri sélectif.

Pour rappel les quantités annuelles sont communiquées à titre estimative à partir des données des prestataires prises sur 2023-2024.

Les déchets d'emballage seront présentés en vrac ou avec un sac d'emballage de type sac 110L transparent en conteneur 1 000L ou 500L.

Une « sélection » des déchets d'emballages à trier pour optimiser le recyclage sera réalisée à la mise en place du marché par établissement et par site et une caractérisation du déchet d'emballage sera réalisée de façon conjointe prestataire/producteur afin de réduire le plus possible le pourcentage à incinérer. Cette caractérisation permettra de définir la masse volumique exprimée en kg/L, de traduire le volume collecté en tonnage, de compléter dans chaque établissement le registre des déchets sortants.

## **2.2.2 Nature des prestations du lot 2**

Les prestations comprennent :

- **L'aménagement d'une plateforme extérieure intégrant les équipements pour le stockage, le compactage et le nettoyage des conteneurs pour les site concernés par la mise à disposition d'un compacteur (cf. annexes 2 et 3 au CCTP)**
- La location d'un compacteur spécifique au conditionnement des déchets d'emballages et intégrant un basculeur automatique
- La location d'un lave-conteneur permettant un lavage ergonomique et hygiénique des bacs mis à disposition
- La collecte et le transport de la benne compactrice et des bacs vers l'exutoire de traitement
- Le traitement et la valorisation
- La caractérisation annuelle des déchets

Le traitement des déchets se fera obligatoirement dans des installations autorisées au titre de la réglementation ICPE (Installation Classée pour la Protection de l'Environnement).

L'autorisation préfectorale de chaque centre de traitement devra être fournie.

Les procédés employés doivent être conformes aux exigences environnementales et de sécurité, applicables à ces installations.

### **2.2.2.1 Location du compacteur et du lave-conteneur**

Sur le site Laënnec du CH de Cornouaille à Quimper, seul concerné par la location d'un compacteur, les déchets d'emballages seront déposés dans les bacs roulants par les personnels hospitaliers. Les bacs roulants seront acheminés par les agents logistiques du CHIC vers la plateforme déchets extérieure où sera installé le compacteur (cf Annexe 2 – Localisation Plateforme déchets – Site Laënnec CH Cornouaille).

Le nettoyage régulier du compacteur sera inclus dans la prestation. Il devra être réalisée une fois par mois, le jour de collecte.

L'élimination des déchets se fera par vidage du compacteur en aller-retour sur un délai maximum de 2h et programmée l'après-midi.

Le compacteur sera un compacteur à poste fixe équipé d'un caisson de 20m<sup>3</sup> ou 30m<sup>3</sup> et d'un basculeur automatique adapté aux bacs roulants.

Les caractéristiques du compacteur devront garantir une parfaite étanchéité.

Le matériel proposé devra répondre aux exigences d'entretien et fera l'objet de contrôles réglementaires pour garantir une utilisation sécuritaire par le personnel ainsi qu'un état de fonctionnement optimum.



La proposition intégrera toutes les prestations d'assurance, d'entretien, de maintenance et de contrôle réglementaire par un organisme indépendant qualifié conformément au Code du Travail.

Le contrôle sera trimestriel pour le compacteur et semestriel pour le lave-conteneur.

A périodicité définie dans l'offre seront prévus le remplacement, la révision, la réparation d'éléments usés du matériel qui pourraient entraîner une panne plus importante et bloquer le fonctionnement.

Le prestataire ne pourra être tenu responsable des dégradations commises sur le matériel lors des manipulations effectuées par le personnel de l'établissement. Inversement le personnel de l'établissement ne pourra être tenu pour responsable de dégradations commises sur le matériel lors des manipulations effectuées par le personnel du prestataire et pendant les opérations de chargement sur le camion.

L'établissement s'engage à signaler immédiatement au prestataire tout accident ou incident de fonctionnement significatif et si besoin à immobiliser l'appareil jusqu'à son dépannage.

Après le signalement d'une panne par mail ou téléphone qui aboutirait à une immobilisation supérieure à 8h, ou panne bloquante du compacteur ne permettant pas une bonne prise en charge des déchets dans des conditions normales de fonctionnement, le titulaire s'engagera, si le délai de 8h ne pouvait être respecté, à mettre en place une solution de contournement et à assurer la continuité de service de gestion des déchets, sous peine d'application des pénalités prévues au CCAP.

L'énergie nécessaire au fonctionnement sera à la charge de l'établissement.

Le matériel mis à disposition par le titulaire sera maintenu dans un état de propreté visuelle et odorante jugé acceptable par le personnel de l'établissement.

#### **2.2.2.2 Aménagement de la plate-forme déchets – Site Laënnec CH Cornouaille Quimper**

Sur le site Laënnec du CH de Cornouaille à Quimper, seul concerné par la location d'un compacteur, dans les 9 mois après la notification du marché, le titulaire du lot 2 devra réaliser l'aménagement de la plate-forme déchets selon l'annexe 3 CCTP – proposition Plan Plateforme déchets.

La zone à couvrir, aménager et à équiper figure sur le plan joint en Annexe 2 - Localisation Plateforme déchets – Site Laënnec CH Cornouaille.

La zone extérieure devra être couverte pour le respect des règles d'hygiène.

#### **Les coûts de location des équipements intégreront l'amortissement des travaux d'aménagement**

Le titulaire devra prévoir les travaux suivants pour l'aménagement de plateforme déchets :

- Agrandissement de la plateforme,
- Sécurisation de la plateforme déchets de gestion des déchets afin de prévenir toute intrusion humaine ou présence de nuisible,
- Prévoir le remplacement du bardage au sol si nécessaire,
- Rehaussement ou remplacement du bardage vétuste au sol si nécessaire afin d'améliorer les conditions de travail des agents logistiques,
- Portails sécurisés :
  - o Mise en place des portails motorisés avec contrôle d'accès à badge,
  - o Verrouillage automatique la nuit ou en période d'inactivité
- Eclairage : Remplacement de l'éclairage existant des rampes de projecteurs LED avec détecteurs de mouvements pour éliminer les zones d'ombre

- Réfection du sol sur l'ensemble de la plate-forme déchets
- Mise en conformité de l'évacuation réseau d'eaux usées

Les travaux incluront également :

- La coordination du chantier,
- Le poste ELECTRICITE (mise en conformité, modification),
- L'évacuation des encombrants générés par les travaux,
- Le nettoyage du bardage existant

### **2.2.2.3 Location de bacs roulants**

Cette prestation comprend la mise à disposition de bacs roulants pour les déchets d'emballages.

Les déchets d'emballages seront déposés par le personnel hospitalier dans les bacs roulants en vrac ou dans un sac d'emballage de type sac plastique 110L transparent.

Les besoins par site sont listés dans l'Annexe 1 du présent CCTP.

Le candidat décrira dans son mémoire technique ses clauses et modalités de calcul des frais pour déclassement, en cas d'erreur de tri.

Les collecteurs seront proposés en mise à disposition ou en location (voir besoins dans l'Annexe 1 du présent CCTP) et adaptés au mode de collecte décrit par le candidat dans son mémoire technique.

Elle comprend aussi l'exécution de toutes les opérations administratives relatives à cette prestation.

#### **2.2.2.3.1 Caractéristiques des bacs roulants**

Les bacs seront nécessairement équipés de barres d'attelage et de roues « bloque direction ».

Le système de levage de la benne devra être compatible avec l'ensemble des bacs roulants que les bacs soient mis à disposition par le titulaire ou non.

Le titulaire doit être en mesure de répondre aux exigences des établissements en matière de volume des bacs et de fréquence de collecte.

Les optimisations de collecte seront étudiées pour permettre le meilleur bilan économique, en ajustant les volumes de bacs et les fréquences de collecte.

La solution retenue pour le tri de cette catégorie de déchets favorisera l'emploi adapté et/ou la distance la plus courte entre les établissements et le site de traitement.

Le candidat décrira dans son mémoire technique ses clauses et modalités de calcul des frais pour déclassement, en cas d'erreur de tri.

Le candidat proposera un scénario optimisé pour chaque établissement en prenant en compte toutes les contraintes.

La méthode d'accompagnement sera développée dans le mémoire technique. Elle visera à maîtriser les coûts, améliorer le taux de valorisation, réduire le volume des déchets et les émissions de CO<sub>2</sub> tout en sécurisant le process et professionnalisant le personnel hospitalier sur les aspects réglementaires.

Des supports de communication seront proposés aux établissements.

La liste des besoins de location est exprimée dans l'annexe 1 du présent CCTP.

Les bacs à déchets doivent répondre en tout point aux exigences de collecte interne des établissements de santé et aux contraintes de prise par le système de préhension du camion BOM.

Les bacs proposés répondront aux caractéristiques de la norme NF EN840.

Ils devront notamment être équipés de roues adaptées au roulage extérieur, selon les sites, d'un timon d'attelage actionnable au pied, d'un bouchon de vidange.

La hauteur de chargement sera compatible à l'ergonomie de remplissage (hauteur maximum 1300mm).

#### **2.2.2.3.2 Maintenance des bacs**

Le titulaire aura pour obligation de maintenir les bacs à déchets mis à disposition dans un parfait état de propreté et d'utilisation.

Le niveau de maintenance permettra un parc complet et pleinement opérationnel.

Le coût de maintenance est compris dans le coût de location.

Le candidat précisera les délais d'intervention concernant la maintenance dans son mémoire technique.

Au minimum, une fois par an le titulaire procédera à une maintenance préventive avec remplacement des pièces défectueuses.

En cas de constat concernant la qualité, la sécurité et l'hygiène du matériel, des pénalités détaillées au CCAP seront appliquées.

Pendant l'exécution du marché, chaque établissement du GHT ayant recours à la location de bacs se réserve le droit, en fonction de la réorganisation de la collecte interne, ou de l'évolution du besoin en lien avec l'activité interne de réduire ou augmenter le nombre de bac loué.

#### **2.2.2.3.3 Nettoyage des bacs**

Les besoins de lavage sont explicités dans les tableaux de descriptif des besoins.

Le candidat décrira le mode opératoire pour le nettoyage désinfection ainsi que la méthode de traçabilité de ces nettoyages.

### **2.2.3 Collecte et transport du lot 2**

#### **2.2.3.1 Vidage des bacs**

La benne compactrice et les bacs à déchets seront collectés par le titulaire dans des camions adaptés.

Pour les bacs à déchets, les camions devront être équipés d'un lève-bac assurant le vidage automatique des déchets par basculement dans le camion benne.

La manutention de la benne compactrice et des bacs à déchets sera incluse dans la prestation, quelle que soit la distance :

- Benne compactrice pleine / Bacs à déchets pleins depuis le lieu d'entreposage du point de collecte défini par site, jusqu'au point de vidage
- Benne compactrice vide / Bacs vides jusqu'au lieu d'entreposage, rangement et fermeture des couvercles

Le titulaire tiendra compte des conditions d'accès à chaque point de collecte défini par site à la mise en place du marché.

#### **2.2.3.2 Pesée des déchets**

Afin que chaque établissement puisse avoir une évaluation précise de la quantité de déchets pris en charge à chaque collecte, il est souhaitable que le camion soit équipé d'un dispositif embarqué de pesée, permettant d'isoler le poids de chaque bac à déchets collecté, avec enregistrement des données ou émission d'un bordereau de pesage en fin de collecte.

A défaut du pesage embarqué, le titulaire doit procéder à une évaluation contradictoire quantitative et qualitative sur la base de la masse volumique exprimée en kg/L, qui permettra de définir le tonnage, de compléter dans chaque établissement le registre des déchets sortants.

Actuellement la masse volumique appliquée pour les volumes par établissement varie de 0.082 à 0.0906 kg/L.

La masse volumique sera évaluée 4 fois par an et à chaque fois qu'un plan d'action sur le protocole de tri d'un établissement sera mis en œuvre. L'étude quantitative sur un échantillon défini sera significative en se basant à minima sur un relevé mensuel.

Un exemplaire du bordereau réglementaire de suivi des déchets, ainsi qu'un exemplaire du bon de rachat-matière et du bon de pesée seront joints par le titulaire à la facturation décrite à l'article 9 du CCAP.

#### **2.2.4 Traitement et valorisation du lot 2**

Conformément à l'article L543.58 du Code de l'environnement (Modifié par Décret n°2023-162 du 7 mars 2023 - art. 3), les seuls modes de traitement pour les déchets d'emballage sont la préparation en vue de la réutilisation, le recyclage ou toute autre mode de valorisation, y compris la valorisation énergétique.

Dans son mémoire technique, le candidat devra proposer les moyens les plus adaptés à une valorisation maximale des déchets, dans un double souci de respect de l'environnement et de productivité.

Le prestataire devra accompagner les plans de progrès des établissements et proposer des optimisations des collectes sur la base des indicateurs d'activité (volume/coût global).

La méthode d'accompagnement sera développée dans le mémoire technique. Elle visera à maîtriser les coûts, améliorer le taux de valorisation, réduire le volume des déchets et les émissions de CO2 tout en sécurisant le process et professionnalisant le personnel hospitalier sur les aspects réglementaires.

Des supports de communication devront également être proposés aux établissements.

Par ailleurs le mode de transport depuis les établissements jusqu'à l'exutoire retenu par le candidat devra tenir compte du principe de réduction des distances de transport des déchets entre le lieu de production et le centre de traitement.

L'offre devra préciser les modalités mises en œuvre pour répondre à cet objectif et la justification du choix de l'exutoire final des déchets.

Le titulaire devra dans tous les cas être en mesure, à tout moment du marché, de démontrer que les installations utilisées sont détentrices de toutes les autorisations nécessaires à l'exercice de ces activités.

Le candidat indiquera dans son mémoire technique, les déchets admis et les déchets refusés. De même, il décrira ses clauses et modalités de calcul des frais pour déclassement en cas d'erreur de tri.

### **2.2.5 Rachat de la matière du lot 2**

Chaque candidat précisera clairement dans son offre les modalités et la valeur de rachat qu'il peut proposer (formules de révision et indices de référence)

Un titre de recette sera établi sur la base d'états mensuels précisant les éléments suivants :

- Quantités réceptionnées
- Prix de reprise
- Justificatifs liés aux variations de prix
- Justificatifs des éventuels déclassements

## **2.3 LOT 3 : DECHETS INDUSTRIELS BANALS (DIB HORS DEA)**

### **2.3.1 Définition des déchets à traiter du lot 3**

Les Déchets Industriels Banals (DIB), excluant les déchets d'éléments d'ameublement (DEA), sont définis comme des déchets non dangereux issus d'activités économiques ou domestiques.

Les DIB incluent typiquement des objets volumineux ou encombrants issus des activités économiques (logistique et technique) tels que des matériaux de construction (bois de construction, gravats, ferraille et chute de tuyauterie, etc), ou matériaux d'équipements technique (plastique, métal), éléments de filtration et éléments qui n'entreraient pas dans le cadre des déchets D3E, DEA et autres éléments valorisables dont la constitution est faite de matière diverses et composites difficilement dissociables.

### **2.3.2 Nature des prestations du lot 3**

Le titulaire sera chargé de la collecte, du transport, du traitement et de l'élimination des déchets.

Cette prestation comprend :

- La mise à disposition d'emballages adaptés en quantité suffisante, soit une benne de 30m3 à capot
- L'enlèvement des contenants remplis aux lieux de collectes indiqués,
- Le transport des déchets jusqu'au centre de traitement approprié,
- Le traitement et la valorisation des déchets dans un centre de traitement agréé.

Les interventions du titulaire seront réalisées dans le cadre des textes réglementaires en vigueur, notamment le code de l'Environnement et le code du Travail. Les déchets seront éliminés selon la filière adaptée.

### **2.3.3 Collecte et transport du lot 3**

La benne mise à disposition des établissements concernés devra être conforme aux normes en vigueur et en parfait état de fonctionnement pendant la durée d'exécution du marché.

Les enlèvements seront organisés à la demande de chaque établissement. Ils feront l'objet d'une demande d'intervention par mail.

Le titulaire assurera la rotation de la benne dans un délai de 48h maximum après l'envoi de la demande d'intervention.

Un accusé de réception de la prise en charge de la prestation mentionnant la date d'enlèvement devra être communiqué au Centre Hospitalier, le jour de la demande.

A titre indicatif la quantité traitée est d'environ 15T par an et en moyenne 10 rotations de benne par an pour le Centre hospitalier de Cornouaille.

Pour l'EPSM du Finistère Sud la prestation est évaluée à 6 rotations maximum par an.

Le titulaire peut être amené exceptionnellement à effectuer des collectes ponctuelles sur d'autres sites.

Une évaluation du besoin sera menée conjointement pour déterminer les moyens à mettre en œuvre.

Un bon de commande sera édité, il précisera :

- Le lieu de dépôt
- La durée de dépôt
- Les caractéristiques du contenant défini
- La date de dépôt

Les véhicules du prestataire respecteront les conditions de circulation concernant l'accès au lieu de stockage.

Le titulaire fournira le bon d'enlèvement daté et signé. Le bon de pesée réalisé lors des réceptions sur site de traitement sera joint à la facture.

Le titulaire délivrera, à sa charge, un bordereau de suivi de déchets (BSD) conforme à la réglementation en vigueur.

Un exemplaire entièrement complété est retourné à l'établissement hospitalier concerné.

Les factures ne seront recevables qu'à la condition expresse d'être accompagnées des bons d'enlèvement et des attestations d'élimination des centres de traitement pour les déchets concernés (ticket de pesée + BSD).

Dans le cas contraire, la prestation sera jugée incomplète et donc non facturable.

### **2.3.4 Traitement et valorisation du lot 3**

Dans son mémoire technique, le candidat devra proposer les moyens les plus adaptés à une valorisation maximale des déchets, dans un double souci de respect de l'environnement et de productivité.

Le prestataire devra accompagner les plans de progrès des établissements et proposer des optimisations des collectes sur la base des indicateurs d'activité (volume/coût global).

La méthode d'accompagnement sera développée dans le mémoire technique. Elle visera à maîtriser les coûts, améliorer le taux de valorisation, réduire le volume des déchets et les émissions de CO2 tout en sécurisant le process et professionnalisant le personnel hospitalier sur les aspects réglementaires.

Des supports de communication devront également être proposés aux établissements.

Par ailleurs le mode de transport depuis les établissements jusqu'à l'exutoire retenu par le candidat devra tenir compte du principe de réduction des distances de transport des déchets entre le lieu de production et le centre de traitement.

L'offre devra préciser les modalités mises en œuvre pour répondre à cet objectif et la justification du choix de l'exutoire final des déchets.

Le titulaire devra dans tous les cas être en mesure, à tout moment du marché, de démontrer que les installations utilisées sont détentrices de toutes les autorisations nécessaires à l'exercice de ces activités.

Le candidat indiquera dans son mémoire technique, les déchets admis et les déchets refusés. De même, il décrira ses clauses et modalités de calcul des frais pour déclassement en cas d'erreur de tri.

### **2.3.5 Rachat de la matière du lot 3**

Chaque candidat précisera clairement dans son offre les modalités et la valeur de rachat qu'il peut proposer (formules de révision et indices de référence)

Un titre de recette sera établi sur la base d'états mensuels précisant les éléments suivants :

- Quantités réceptionnées
- Prix de reprise
- Justificatifs liés aux variations de prix
- Justificatifs des éventuels déclassements

## **2.4 LOT 4 : PAPIERS CONFIDENTIELS ET ARCHIVES MEDICALES**

### **2.4.1 Définition des déchets à traiter du lot 4**

Les établissements du GHT procèdent régulièrement à du désarchivage de papiers confidentiels et d'archives médicales qui contiennent des informations à protéger.

Les supports concernés ne se limitent pas au papier. Ils peuvent inclure des DVD, des documents plastifiés, des classeurs comportant du plastique et du métal mais également des clichés radiographiques anciens (argentiques) et récents (numériques sur papier glacé), des post-it...

### **2.4.2 Nature des prestations du lot 4**

Le titulaire sera chargé de la collecte, du transport, du tri, du traitement et de l'élimination des déchets.

Cette prestation comprend :

- La mise à disposition d'emballages adaptés en quantité suffisante, soit en benne de 20m3 avec fenêtres (volets ou trappes)
- L'enlèvement des contenants remplis aux lieux de collectes indiqués,
- Le transport des déchets jusqu'au centre de tri approprié,
- Le traitement et la valorisation des déchets dans un centre de traitement agréé.

La destruction d'archives publiques (médicales, administratives ou techniques) est réglementée par le Code du patrimoine (article R 212-14) et soumise à l'autorisation du directeur des Archives départementales au titre du contrôle scientifique et technique de l'Etat via un bordereau d'élimination.

Le visa du directeur des Archives départementales doit être demandé à chaque nouvelle destruction. Il ne peut pas être délivré d'autorisation unique et perpétuelle à un service.

La destruction, le détournement ou la soustraction d'archives publiques sont passibles de sanctions pénales en vertu des dispositions du Code pénal.

Les déchets seront éliminés selon la filière adaptée et feront l'objet d'un certificat de destruction à transmettre dans les plus brefs délais.

#### **2.4.3 Collecte et transport du lot 4**

Les documents confidentiels sont stockés dans des locaux sécurisés.

Les déchets seront déposés par le personnel des établissements bénéficiaires dans les contenants mis à disposition.

Les contenants mis à disposition des établissements bénéficiaires devront être conformes aux normes en vigueur et en parfait état de fonctionnement pendant la durée d'exécution du marché.

Les enlèvements seront organisés à la demande de chaque établissement. Ils feront l'objet d'une demande d'intervention par mail.

Le titulaire assurera la rotation du ou des contenants dans un délai de 48h maximum après l'envoi de la demande d'intervention.

Un accusé de réception de la prise en charge de la prestation mentionnant la date d'enlèvement devra être communiqué à l'établissement bénéficiaire, le jour de la demande.

Une évaluation du besoin sera menée conjointement pour déterminer les moyens à mettre en œuvre.

Un bon de commande sera édité, il précisera :

- Le lieu de dépôt
- La durée de dépôt
- Les caractéristiques du contenant défini
- La date de dépôt

Les véhicules du prestataire respecteront les conditions de circulation concernant l'accès au lieu de stockage.

Le titulaire fournira le bon d'enlèvement daté et signé. Le bon de pesée réalisé lors des réceptions sur site de traitement sera joint à la facture.

Le titulaire délivrera, à sa charge, un bordereau de suivi de déchets (BSD) conforme à la réglementation en vigueur.

Un exemplaire du BSD entièrement complété est retourné à l'établissement hospitalier concerné. Les factures ne seront recevables qu'à la condition expresse d'être accompagnées des bons d'enlèvement et des attestations d'élimination des centres de traitement pour les déchets concernés (ticket de pesée + BSD).

Dans le cas contraire, la prestation sera jugée incomplète et donc non facturable.

#### **2.4.4 Traitement et valorisation du lot 4**

Dans son mémoire technique, le candidat devra proposer les moyens les plus adaptés à une valorisation maximale des déchets, dans un double souci de respect de l'environnement et de productivité.



Il indiquera également le temps de traitement indicatif pour le tri d'une benne de 20m3.

Le délai maximum pour remettre le certificat de destruction est 1 mois après l'enlèvement. Si un délai plus long est nécessaire, il devra être annoncé en amont de la prise en charge et le délai devra être validé par le référent déchets au sein de l'établissement bénéficiaire.

Le prestataire devra accompagner les plans de progrès des établissements et proposer des optimisations des collectes sur la base des indicateurs d'activité (volume/coût global).

La méthode d'accompagnement sera développée dans le mémoire technique. Elle visera à maîtriser les coûts, améliorer le taux de valorisation, réduire le volume des déchets et les émissions de CO2 tout en sécurisant le process et professionnalisant le personnel hospitalier sur les aspects réglementaires.

Des supports de communication devront également être proposés aux établissements.

Par ailleurs le mode de transport depuis les établissements jusqu'à l'exutoire retenu par le candidat devra tenir compte du principe de réduction des distances de transport des déchets entre le lieu de production et le centre de traitement.

L'offre devra préciser les modalités mises en œuvre pour répondre à cet objectif et la justification du choix de l'exutoire final des déchets.

Le titulaire devra dans tous les cas être en mesure, à tout moment du marché, de démontrer que :

- Les installations utilisées sont détentrices de toutes les autorisations nécessaires à l'exercice de ces activités
- Les installations utilisées sont réglementaires pour le tri de documents confidentiels
- Les agents responsables du tri sont soumis à une charte de confidentialité

Le candidat indiquera dans son mémoire technique, les déchets admis et les déchets refusés.

De même, il décrira procédure pour l'évaluation de la non-conformité, requalification, reconditionnement et traitement qu'il assure en cas de non-conformité des déchets et modalités de calcul des frais pour déclassement en cas d'erreur de tri.

#### **2.4.5 Rachat de la matière du lot 4**

Chaque candidat précisera clairement dans son offre les modalités et la valeur de rachat qu'il peut proposer (indices de référence)

Un titre de recette sera établi sur la base d'états mensuels précisant les éléments suivants :

- Quantités réceptionnées
- Prix de reprise
- Justificatifs liés aux variations de prix
- Justificatifs des éventuels déclassements

### **2.5 LOT 5 : CARTON VALORISABLE EN COMPACTEUR AVEC LOCATION DES MATERIELS ET EN VRAC DIFFUS AVEC MISE A DISPOSITION DE CONTENANTS DE COLLECTE**

#### **2.5.1 Définition des déchets à traiter du lot 5**

Ce lot concerne la collecte, le recyclage et la valorisation du carton issu d'emballages primaires et secondaires.

Les quantités de déchets à traiter communiquées en Annexe 1 du présent CCTP pourront évoluer selon les dispositions prises dans chaque établissement et selon les consignes établies sur le tri sélectif.

Pour, rappel les quantités annuelles sont communiquées à titre estimative à partir des données des prestataires prises sur 2023-2024.

Les déchets carton seront présentés en vrac ou avec un sac d'emballage de type sac 110L transparent en conteneur 1 000L ou 500L.

Dans le cas du compacteur, les déchets seront présentés en vrac sans suremballage.

## **2.5.2 Nature des prestations du lot 5**

Les prestations comprennent :

- La location d'un compacteur spécifique au conditionnement des déchets d'emballages et intégrant un basculeur automatique
- La location d'un lave-conteneur permettant un lavage ergonomique et hygiénique des bacs mis à disposition
- La mise à disposition de bacs ou contenants adaptés en quantité suffisante,
- La collecte et le transport de la benne compactrice et des bacs vers l'exutoire de traitement
- Le traitement et la valorisation
- La caractérisation annuelle des déchets

Le traitement des déchets se fera obligatoirement dans des installations autorisées au titre de la réglementation ICPE (Installation Classée pour la Protection de l'Environnement).

L'autorisation préfectorale de chaque centre de traitement devra être fournie.

Les procédés employés doivent être conformes aux exigences environnementales et de sécurité, applicables à ces installations.

Une « sélection » des déchets d'emballages à trier pour optimiser le recyclage sera réalisée à la mise en place du marché par établissement et par site et une caractérisation du déchet d'emballage sera réalisée de façon conjointe prestataire/producteur afin de réduire le plus possible le pourcentage à incinérer. Cette caractérisation permettra de définir la masse volumique exprimée en kg/L, de traduire le volume collecté en tonnage, de compléter dans chaque établissement le registre des déchets sortants.

### **2.5.2.1 Location du compacteur et du lave-conteneur**

Sur le site Laënnec du CH de Cornouaille, seul concerné par la location d'un compacteur, les déchets d'emballages seront déposés dans les bacs roulants par les personnels hospitaliers.

Les bacs roulants seront acheminés par les agents logistiques du CHIC vers la plateforme déchets extérieure où sera installé le compacteur (cf Annexe 2 CCTP – Localisation Plateforme déchets – Site Laënnec CH Cornouaille et Annexe 3 CCTP – Proposition Plan Plateforme Déchets – Site Laënnec CH Cornouaille).

Le nettoyage régulier du compacteur sera inclus dans la prestation. Il devra être réalisée une fois par mois, le jour de collecte.

L'élimination des déchets se fera par vidage du compacteur en aller-retour sur un délai maximum de 2h et programmée l'après-midi.

Le compacteur sera un compacteur à poste fixe équipé d'un caisson de 20m<sup>3</sup> ou 30m<sup>3</sup> et d'un basculeur automatique adapté aux bacs roulants.

Les caractéristiques du compacteur devront garantir une parfaite étanchéité.

Le matériel proposé devra répondre aux exigences d'entretien et fera l'objet de contrôles réglementaires pour garantir une utilisation sécuritaire par le personnel ainsi qu'un état de fonctionnement optimum.

La proposition intégrera toutes les prestations d'assurance, d'entretien, de maintenance et de contrôle réglementaire par un organisme indépendant qualifié conformément au Code du Travail.

Le contrôle sera trimestriel pour le compacteur et semestriel pour le lave-conteneur.

A périodicité définie dans l'offre seront prévus le remplacement, la révision, la réparation d'éléments usés du matériel qui pourraient entraîner une panne plus importante et bloquer le fonctionnement.

Le prestataire ne pourra être tenu responsable des dégradations commises sur le matériel lors des manipulations effectuées par le personnel de l'établissement. Inversement le personnel de l'établissement ne pourra être tenu pour responsable de dégradations commises sur le matériel lors des manipulations effectuées par le personnel du prestataire et pendant les opérations de chargement sur le camion.

L'établissement s'engage à signaler immédiatement au prestataire tout accident ou incident de fonctionnement significatif et si besoin à immobiliser l'appareil jusqu'à son dépannage.

Après le signalement d'une panne par mail ou téléphone qui aboutirait à une immobilisation supérieure à 8h, ou panne bloquante du compacteur ne permettant pas une bonne prise en charge des déchets dans des conditions normales de fonctionnement, le titulaire s'engagera, si le délai de 8h ne pouvait être respecté, à mettre en place une solution de contournement et à assurer la continuité de service de gestion des déchets, sous peine d'application des pénalités prévues au CCAP.

L'énergie nécessaire au fonctionnement sera à la charge de l'établissement.

Le matériel mis à disposition par le titulaire sera maintenu dans un état de propreté visuelle et odorante jugé acceptable par le personnel de l'établissement.

#### **2.5.2.2 Aménagement de la plate-forme Déchets – Site Laënnec CH Cornouaille Quimper**

Sur le site Laënnec du CH de Cornouaille à Quimper, seul concerné par la location d'un compacteur, dans les 9 mois après la notification du marché, le titulaire du lot 2 devra réaliser des travaux d'aménagement de la plate-forme déchets.

Le candidat devra prendre en compte que ces travaux impliqueront un possible repositionnement du futur compacteur carton selon l'annexe 3 – Proposition Plan Plateforme déchets Site Laënnec.

#### **2.5.2.3 Location des contenants de collecte**

Cette prestation comprend la mise à disposition de contenants de collecte : benne ECO DI 10m3 et bacs roulants.

Les déchets d'emballages seront déposés par le personnel hospitalier dans les contenants de collecte (benne ECO DI 10m3 et bacs roulants) en vrac ou dans un sac d'emballage de type sac plastique 110L transparent.

Les besoins par site sont listés dans l'annexe du présent CCTP.

Le candidat décrira dans son mémoire technique ses clauses et modalités de calcul des frais pour déclassement, en cas d'erreur de tri.

Les contenants de collecte seront proposés en mise à disposition ou en location (voir besoins dans l'Annexe 1 du présent CCTP) et adaptés au mode de collecte décrit par le candidat dans son mémoire technique.

Elle comprend aussi l'exécution de toutes les opérations administratives relatives à cette prestation.

#### **2.5.2.3.1 Caractéristiques des bacs roulants**

Les bacs roulants seront nécessairement équipés de barres d'attelage et de roues « bloque direction ».

Le système de levage de la benne devra être compatible avec l'ensemble des bacs roulants que les bacs soient mis à disposition par le titulaire ou non.

Le titulaire doit être en mesure de répondre aux exigences des établissements en matière de volume des bacs et de fréquence de collecte.

Les optimisations de collecte seront étudiées pour permettre le meilleur bilan économique, en ajustant les volumes de bacs et les fréquences de collecte.

La solution retenue pour le tri de cette catégorie de déchets favorisera l'emploi adapté et/ou la distance la plus courte entre les établissements et le site de traitement.

Le candidat décrira dans son mémoire technique ses clauses et modalités de calcul des frais pour déclassement, en cas d'erreur de tri.

Cette prestation concernant le tri sélectif n'étant pas à ce jour développée, le descriptif des besoins exprimés et du fonctionnement est une estimation.

Le candidat proposera un scénario optimisé pour chaque établissement en prenant en compte toutes les contraintes.

La méthode d'accompagnement sera développée dans le mémoire technique. Elle visera à maîtriser les coûts, améliorer le taux de valorisation, réduire le volume des déchets et les émissions de CO<sub>2</sub> tout en sécurisant le process et professionnalisant le personnel hospitalier sur les aspects réglementaires.

Des supports de communication seront proposés aux établissements.

La liste des besoins de location est exprimée dans l'annexe 1 du présent CCTP.

Les bacs à déchets doivent répondre en tout point aux exigences de collecte interne des établissements de santé et aux contraintes de prise par le système de préhension du camion BOM.

Les bacs proposés répondront aux caractéristiques de la norme NF EN840.

Ils devront notamment être équipés de roues adaptées au roulage extérieur, selon les sites, d'un timon d'attelage actionnable au pied, d'un bouchon de vidange.

La hauteur de chargement sera compatible à l'ergonomie de remplissage (hauteur maximum 1300mm).

#### **2.5.2.3.2 Maintenance des bacs**

Le titulaire aura pour obligation de maintenir les bacs à déchets mis à disposition dans un parfait état de propreté et d'utilisation.

Le niveau de maintenance permettra un parc complet et pleinement opérationnel.

Le coût de maintenance est compris dans le coût de location.

Le candidat précisera les délais d'intervention concernant la maintenance dans son mémoire technique.

Au minimum, une fois par an le titulaire procèdera à une maintenance préventive avec remplacement des pièces défectueuses.

En cas de constat concernant la qualité, la sécurité et l'hygiène du matériel, des pénalités détaillées au CCAP seront appliquées.

Pendant l'exécution du marché, chaque établissement du GHT ayant recours à la location de bacs se réserve le droit, en fonction de la réorganisation de la collecte interne, ou de l'évolution du besoin en lien avec l'activité interne de réduire ou augmenter le nombre de bac loué.

#### **2.5.2.3.3 Nettoyage des contenants de collecte**

Les besoins de lavage sont explicités dans les tableaux de descriptif des besoins.

Le candidat décrira le mode opératoire pour le nettoyage désinfection ainsi que la méthode de traçabilité de ces nettoyages.

### **2.5.3 Collecte et transport du lot 5**

#### **2.5.3.1 Vidage de la benne compactrice et des contenants de collecte**

La benne compactrice et les contenants de collecte (Benne ECO DI 10m3 et bacs à déchets) seront collectés par le titulaire dans des camions adaptés.

Pour les bacs à déchets, les camions devront être équipés d'un lève-bac assurant le vidage automatique des déchets par basculement dans le camion benne.

La manutention de la benne compactrice et des contenants de collecte (Benne ECO DI 10m3 et bacs à déchets) sera incluse dans la prestation, quelle que soit la distance :

- Benne compactrice pleine / contenants de collecte pleins depuis le lieu d'entreposage du point de collecte défini par site, jusqu'au point de vidage
- Benne compactrice vide / contenants de collecte vides jusqu'au lieu d'entreposage, rangement et fermeture des couvercles

Le titulaire tiendra compte des conditions d'accès à chaque point de collecte défini par site à la mise en place du marché.

#### **2.5.3.2 Pesée des déchets**

Afin que chaque établissement puisse avoir une évaluation précise de la quantité de déchets pris en charge à chaque collecte, il est souhaitable que le camion soit équipé d'un dispositif embarqué de pesée, permettant d'isoler le poids de chaque bac à déchets collecté, avec enregistrement des données ou émission d'un bordereau de pesage en fin de collecte.

A défaut du pesage embarqué, le titulaire doit procéder à une évaluation contradictoire quantitative et qualitative sur la base de la masse volumique exprimée en kg/L, qui permettra de définir le tonnage, de compléter dans chaque établissement le registre des déchets sortants.

La masse volumique sera évaluée 2 fois par an et à chaque fois qu'un plan d'action sur le protocole de tri d'un établissement sera mis en œuvre. L'étude quantitative sur un échantillon défini sera significative en se basant à minima sur un relevé mensuel.

Un exemplaire du bordereau réglementaire de suivi des déchets, ainsi qu'un exemplaire du bon de rachat-matière et du bon de pesée seront joints par le titulaire à la facturation décrite à l'article 9 du CCAP.

### **2.5.4 Traitement et valorisation du lot 5**

Dans son mémoire technique, le candidat devra proposer les moyens les plus adaptés à une valorisation maximale des déchets, dans un double souci de respect de l'environnement et de productivité.

Le prestataire devra accompagner les plans de progrès des établissements et proposer des optimisations des collectes sur la base des indicateurs d'activité (volume/coût global).

La méthode d'accompagnement sera développée dans le mémoire technique. Elle visera à maîtriser les coûts, améliorer le taux de valorisation, réduire le volume des déchets et les émissions de CO2 tout en sécurisant le process et professionnalisant le personnel hospitalier sur les aspects réglementaires.

Des supports de communication devront également être proposés aux établissements.

Par ailleurs le mode de transport depuis les établissements jusqu'à l'exutoire retenu par le candidat devra tenir compte du principe de réduction des distances de transport des déchets entre le lieu de production et le centre de traitement.

L'offre devra préciser les modalités mises en œuvre pour répondre à cet objectif et la justification du choix de l'exutoire final des déchets.

Le titulaire devra dans tous les cas être en mesure, à tout moment du marché, de démontrer que les installations utilisées sont détentrices de toutes les autorisations nécessaires à l'exercice de ces activités.

Le candidat indiquera dans son mémoire technique, les déchets admis et les déchets refusés. De même, il décrira ses clauses et modalités de calcul des frais pour déclassement en cas d'erreur de tri.

### **2.5.5 Rachat de la matière du lot 5**

Chaque candidat précisera clairement dans son offre les modalités et la valeur de rachat qu'il peut proposer (formules de révision et indices de référence)

Un titre de recette sera établi sur la base d'états mensuels précisant les éléments suivants :

- Quantités réceptionnées
- Prix de reprise
- Justificatifs liés aux variations de prix
- Justificatifs des éventuels déclassements

## **2.6 LOT 6 : METAUX**

### **2.6.1 Définition des déchets à traiter du lot 6**

Il s'agit de déchets issus de métaux, boîtes de conserve ou encore des résidus constitués de métaux qui ne sont pas inscrits dans la liste des matières dangereuses et qui peuvent être regroupés de manière homogène.

### **2.6.2 Nature des prestations du lot 6**

Le titulaire sera chargé de la collecte, du transport, du traitement et valorisation des déchets.

Cette prestation comprend :

- La mise à disposition d'emballages adaptés en quantité suffisante,
- L'enlèvement des contenants remplis aux lieux de collectes indiqués,
- Le transport des déchets jusqu'au centre de traitement approprié,
- Le traitement et la valorisation des déchets dans un centre de traitement agréé.

Les interventions du titulaire seront réalisées dans le cadre des textes réglementaires en vigueur, notamment le code de l'Environnement et le code du Travail. Les déchets seront éliminés selon la filière adaptée.

### **2.6.3 Collecte et transport du lot 6**

Les déchets seront collectés par le titulaire dans des camions adaptés.

Le titulaire tiendra compte des conditions d'accès à chaque point de collecte défini par site à la mise en place du marché.

La collecte sera effectuée sur appel des établissements concernés.

### **2.6.4 Pesée des déchets du lot 6**

Le prestataire devra mettre en place un système de pesée permettant de connaître avec précision le tonnage réel des déchets collectés pour chaque collecte effectuée sur le site. Le prestataire devra également préciser le moyen de pesée utilisé, que ce soit via un module de pesée embarquée, un transpalette peseur ou tout autre dispositif de pesée directe. Un ticket de pesée, indiquant le poids net des déchets enlevés, devra être joint au bordereau réglementaire de suivi des déchets et à la facture. Ce ticket servira de base pour la facturation du traitement au tonnage. La pesée réelle sera privilégiée à tout autre mode d'estimation.

### **2.6.5 Traitement et valorisation du lot 6**

Dans son mémoire technique, le candidat devra proposer les moyens les plus adaptés à une valorisation maximale des déchets, dans un double souci de respect de l'environnement et de productivité.

Le prestataire devra accompagner les plans de progrès des établissements et proposer des optimisations des collectes sur la base des indicateurs d'activité (volume/coût global).

La méthode d'accompagnement sera développée dans le mémoire technique. Elle visera à maîtriser les coûts, améliorer le taux de valorisation, réduire le volume des déchets et les émissions de CO2 tout en sécurisant le process et professionnalisant le personnel hospitalier sur les aspects réglementaires.

Des supports de communication devront également être proposés aux établissements.

Par ailleurs le mode de transport depuis les établissements jusqu'à l'exutoire retenu par le candidat devra tenir compte du principe de réduction des distances de transport des déchets entre le lieu de production et le centre de traitement.

L'offre devra préciser les modalités mises en œuvre pour répondre à cet objectif et la justification du choix de l'exutoire final des déchets.

Le titulaire devra dans tous les cas être en mesure, à tout moment du marché, de démontrer que les installations utilisées sont détentrices de toutes les autorisations nécessaires à l'exercice de ces activités.

Le candidat indiquera dans son mémoire technique, les déchets admis et les déchets refusés. De même, il décrira ses clauses et modalités de calcul des frais pour déclassement en cas d'erreur de tri.

#### **2.6.6 Rachat de la matière du lot 6**

Chaque candidat précisera clairement dans son offre les modalités et la valeur de rachat qu'il peut proposer (formules de révision et indices de référence)

Un titre de recette sera établi sur la base d'états mensuels précisant les éléments suivants :

- Quantités réceptionnées
- Prix de reprise
- Justificatifs liés aux variations de prix
- Justificatifs des éventuels déclassements

### **2.7 LOT 7 : PLASTIQUES VALORISABLES**

#### **2.7.1 Définition des déchets à traiter du lot 7**

Il s'agit de films plastiques étirables en polyéthylène basse densité (PEBD) utilisés pour l'emballage des palettes de marchandises livrées aux établissements du GHT.

#### **2.7.2 Nature des prestations du lot 7**

Le titulaire sera chargé de la collecte, du transport, du traitement et valorisation des déchets.

Cette prestation comprend :

- La mise à disposition d'emballages adaptés en quantité suffisante,
- L'enlèvement des contenants remplis aux lieux de collectes indiqués,
- Le transport des déchets jusqu'au centre de traitement approprié,
- Le traitement et la valorisation des déchets dans un centre de traitement agréé.

Les interventions du titulaire seront réalisées dans le cadre des textes réglementaires en vigueur, notamment le code de l'Environnement et le code du Travail. Les déchets seront éliminés selon la filière adaptée.

#### **2.7.3 Collecte et transport du lot 7**

Les déchets seront collectés par le titulaire dans des camions adaptés.

Le titulaire tiendra compte des conditions d'accès à chaque point de collecte défini par site à la mise en place du marché.

La collecte sera effectuée sur demande des établissements concernés.



#### **2.7.4 Pesée des déchets du lot 7**

Le prestataire devra mettre en place un système de pesée permettant de connaître avec précision le tonnage réel des déchets collectés pour chaque collecte effectuée sur le site. Le prestataire devra également préciser le moyen de pesée utilisé, que ce soit via un module de pesée embarquée, un transpalette peseur ou tout autre dispositif de pesée directe. Un ticket de pesée, indiquant le poids net des déchets enlevés, devra être joint au bordereau réglementaire de suivi des déchets et à la facture. Ce ticket servira de base pour la facturation du traitement au tonnage. La pesée réelle sera privilégiée à tout autre mode d'estimation.

Pour les cas où une pesée directe ne serait pas possible, le candidat devra proposer une densité par bac (en tonne) en fonction du volume des bacs. Cette densité servira de base temporaire pour les facturations. Afin d'ajuster ces estimations, un rapport de pesée réel issu de l'exutoire devra être fourni mensuellement ou à chaque date anniversaire du contrat. Ce rapport permettra de réajuster le poids des bacs et de procéder à une régularisation des factures en conséquence pour les collectes suivantes.

#### **2.7.5 Traitement et valorisation du lot 7**

Dans son mémoire technique, le candidat devra proposer les moyens les plus adaptés à une valorisation maximale des déchets, dans un double souci de respect de l'environnement et de productivité.

Le prestataire devra accompagner les plans de progrès des établissements et proposer des optimisations des collectes sur la base des indicateurs d'activité (volume/coût global). La méthode d'accompagnement sera développée dans le mémoire technique. Elle visera à maîtriser les coûts, améliorer le taux de valorisation, réduire le volume des déchets et les émissions de CO2 tout en sécurisant le process et professionnalisant le personnel hospitalier sur les aspects réglementaires.

Des supports de communication devront également être proposés aux établissements.

Par ailleurs le mode de transport depuis les établissements jusqu'à l'exutoire retenu par le candidat devra tenir compte du principe de réduction des distances de transport des déchets entre le lieu de production et le centre de traitement.

L'offre devra préciser les modalités mises en œuvre pour répondre à cet objectif et la justification du choix de l'exutoire final des déchets.

Le titulaire devra dans tous les cas être en mesure, à tout moment du marché, de démontrer que les installations utilisées sont détentrices de toutes les autorisations nécessaires à l'exercice de ces activités.

Le candidat indiquera dans son mémoire technique, les déchets admis et les déchets refusés. De même, il décrira ses clauses et modalités de calcul des frais pour déclassement en cas d'erreur de tri.

#### **2.7.6 Rachat de la matière du lot 7**

Chaque candidat précisera clairement dans son offre les modalités et la valeur de rachat qu'il peut proposer (formules de révision et indices de référence)

Un titre de recette sera établi sur la base d'états mensuels précisant les éléments suivants :

- Quantités réceptionnées
- Prix de reprise
- Justificatifs liés aux variations de prix
- Justificatifs des éventuels déclassements

## **2.8 LOT 8 : EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI) A USAGE UNIQUE**

### **2.8.1 Définition des déchets à traiter du lot 8**

Il s'agit d'équipements de protection individuelle (EPI) à usage unique :

- Gants latex, vinyle et nitrile
- Masques de type chirurgical
- Protections auditives plastiques

La liste n'est pas exhaustive, le titulaire pourra être sollicité pour proposer la prise en charge de tout autre déchet d'équipements de protection individuelle (EPI) à usage unique.

### **2.8.2 Nature des prestations du lot 8**

Le titulaire sera chargé de la collecte, du transport, du traitement et valorisation des déchets ainsi que de la fourniture d'emballages neufs.

Cette prestation comprend :

- La mise à disposition d'emballages adaptés en quantité suffisante,
- L'enlèvement des contenants remplis aux lieux de collectes indiqués,
- Le transport des déchets jusqu'au centre de traitement approprié,
- Le traitement et la valorisation des déchets dans un centre de traitement agréé.

Les interventions du titulaire seront réalisées dans le cadre des textes réglementaires en vigueur, notamment le code de l'Environnement et le code du Travail. Les déchets seront éliminés selon la filière adaptée.

### **2.8.3 Collecte et transport du lot 8**

Les déchets seront collectés par le titulaire dans des camions adaptés.

Le titulaire tiendra compte des conditions d'accès à chaque point de collecte défini par site à la mise en place du marché.

La collecte sera effectuée sur appel des établissements concernés ou selon un planning établi à l'avance.

### **2.8.4 Pesée des déchets du lot 8**

Le prestataire devra mettre en place un système de pesée permettant de connaître avec précision le tonnage réel des déchets collectés pour chaque collecte effectuée sur le site. Le prestataire devra également préciser le moyen de pesée utilisé, que ce soit via un module de pesée embarquée, un transpalette peseur ou tout autre dispositif de pesée directe. Un ticket de pesée, indiquant le poids net des déchets enlevés, devra être joint au bordereau réglementaire de suivi des déchets et à la facture. Ce ticket servira de base pour la facturation du traitement au tonnage. La pesée réelle sera privilégiée à tout autre mode d'estimation.

Pour les cas où une pesée directe ne serait pas possible, le candidat devra proposer une densité par bac (en tonne) en fonction du volume des bacs. Cette densité servira de base temporaire pour les facturations. Afin d'ajuster ces estimations, un rapport de pesée réel issu de l'exutoire devra être fourni mensuellement ou à chaque date anniversaire du contrat. Ce rapport permettra de réajuster le poids des bacs et de procéder à une régularisation des factures en conséquence pour les collectes suivantes.

### **2.8.5 Traitement et valorisation du lot 8**

Dans son mémoire technique, le candidat devra proposer les moyens les plus adaptés à une valorisation maximale des déchets, dans un double souci de respect de l'environnement et de productivité.

Le prestataire devra accompagner les plans de progrès des établissements et proposer des optimisations des collectes sur la base des indicateurs d'activité (volume/coût global).

La méthode d'accompagnement sera développée dans le mémoire technique. Elle visera à maîtriser les coûts, améliorer le taux de valorisation, réduire le volume des déchets et les émissions de CO2 tout en sécurisant le process et professionnalisant le personnel hospitalier sur les aspects réglementaires.

Des supports de communication devront également être proposés aux établissements.

Par ailleurs le mode de transport depuis les établissements jusqu'à l'exutoire retenu par le candidat devra tenir compte du principe de réduction des distances de transport des déchets entre le lieu de production et le centre de traitement.

L'offre devra préciser les modalités mises en œuvre pour répondre à cet objectif et la justification du choix de l'exutoire final des déchets.

Le titulaire devra dans tous les cas être en mesure, à tout moment du marché, de démontrer que les installations utilisées sont détentrices de toutes les autorisations nécessaires à l'exercice de ces activités.

Le candidat indiquera dans son mémoire technique, les déchets admis et les déchets refusés. De même, il décrira ses clauses et modalités de calcul des frais pour déclassement en cas d'erreur de tri.

### **2.8.6 Rachat de la matière du lot 8**

Chaque candidat précisera clairement dans son offre les modalités et la valeur de rachat qu'il peut proposer (formules de révision et indices de référence)

Un titre de recette sera établi sur la base d'états mensuels précisant les éléments suivants :

- Quantités réceptionnées
- Prix de reprise
- Justificatifs liés aux variations de prix
- Justificatifs des éventuels déclassements

## **ARTICLE 3 - MODALITES D'EXECUTION ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **3.1 Coordination des opérations**

Chaque établissement bénéficiaire désignera un professionnel hospitalier, interlocuteur des prestataires du marché pour le suivi opérationnel de la bonne exécution des prestations, objet du marché.

L'interlocuteur hospitalier précisera les besoins en début de contrat et aidera à la mise en place de l'organisation requise sur chaque site de son établissement.

Chaque établissement rédigera un protocole de sécurité, chargement/déchargement pour les différents lots avec les candidats retenus.

### **3.2 Conditions générales d'exécution**

Pour l'ensemble des lots, le titulaire est tenu de respecter scrupuleusement les conditions d'exécution des prestations prévues au présent marché. Il s'engage à mettre en place les moyens nécessaires pour effectuer sa prestation dans des conditions de qualité et sécurité irréprochables avec du personnel formé aux spécificités de ces circuits.

Le titulaire aura pris connaissance de la configuration des lieux et des contraintes au moyen des documents composant le DCE et des informations qui lui ont été délivrées et observations qu'il aura pu faire lors de la visite obligatoire des sites.

Le prestataire s'engage à assurer la collecte des déchets selon la fréquence définie et devra préciser dans son mémoire technique les moyens mobilisables de remplacement en cas de panne.

Les fréquences de collecte seront précisées par les établissements lors de la mise au point du marché dans un document. Toutefois, elles seront modifiables au cours de l'exécution du marché.

En cas de non-respect de collecte de bac ou des horaires, des pénalités seront appliquées suivant les montants prévus à l'article 14 du CCAP.

Pour l'ensemble des lots, aucune prestation n'aura lieu les jours fériés, les prestations sont décalées au jour ouvrable suivant.

Le candidat décrira précisément dans son offre la méthode de traitement retenue, les coordonnées de l'exutoire.

Il devra être en possession des autorisations préfectorales nécessaires pour l'exercice de son activité de transport et traitement des déchets. Ces autorisations seront fournies avec les documents de l'appel d'offres.

S'il fait appel à un sous-traitant, les autorisations des sous-traitants seront également fournies.

Il présentera chaque mois, aux établissements hospitaliers, en accompagnement de la facture, le reporting par site de la production de déchets soit via un espace client extranet, soit via un format excel. Cette méthode de reporting sera décrite dans le mémoire technique.

Les titulaires devront se conformer à toute nouvelle disposition légale et réglementaire s'appliquant à sa prestation, dans l'exécution du marché.

### **3.3 Mise en service et installation des matériels au démarrage du marché**

La livraison, l'installation et la mise en service des différents matériels feront l'objet d'un accord avec l'interlocuteur hospitalier qui fixera la date et le lieu d'installation. La mise à disposition sera constatée par un bordereau signé des 2 parties indiquant :

- Identification du fournisseur
- Date de dépôt
- Type et nombre de contenant et équipement (compacteur ...)
- Localisation par site
- Observations éventuelles (état des contenants,...)

Le titulaire s'engage à assurer la formation des utilisateurs lors de la livraison des équipements.

### **3.4 Règles d'hygiène, formation et tenue des personnels**

Pour l'ensemble des déchets, les contenants (compacteurs, bennes, caisses palettes ...), sont enlevés par le prestataire dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité. Lors de l'enlèvement si des déchets se répandent sur le sol, le titulaire les récupère et nettoie l'emplacement conformément aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur.

Le titulaire s'engage à ce que son personnel et la totalité des moyens utilisés présentent les garanties de formation et d'encadrement.

Les personnels seront équipés d'une tenue professionnelle permettant de clairement les identifier par le logo de l'entreprise, ils se soumettront aux règles d'hygiène voire les protocoles sanitaires en vigueur dans les établissements. Ces informations seront communiquées et mises à jour par l'interlocuteur hospitalier.

### **3.5 Modalités de transport**

Le titulaire s'engage à effectuer le transport des déchets dans des véhicules respectant la réglementation en vigueur. Les véhicules seront propres et en bon état de fonctionnement. Le titulaire sera responsable et devra respecter la réglementation notamment en matière de transport vers les centres de traitement agréés.

### **3.6 Modalités de traitement**

Le titulaire traitera les déchets collectés, suivant la réglementation en vigueur, dans les installations et filières appropriées indiquées dans son offre. Le titulaire fournira une copie des autorisations concernant les installations chargées du traitement des déchets et signalera à l'interlocuteur hospitalier tout changement d'installation ou modification des conditions de traitement.

D'une manière générale, le titulaire du marché se conformera en tous points à l'ensemble des règlements et normes relatifs aux opérations de collecte, transport et élimination finale des déchets.

En cas d'évolution de ces textes en cours de marché, il mettra en œuvre immédiatement les moyens matériels, techniques, logistiques, administratifs et humains pour se conformer aux évolutions réglementaires. Ces adaptations n'influeront pas sur les coûts établis pour le marché.

### **3.7 Traçabilité des déchets et justificatifs de l'élimination des déchets**

Le suivi des déchets pris en charge par le titulaire depuis l'établissement producteur jusqu'au centre de traitement final sera assuré par le titulaire.

L'accès à un site extranet de suivi de la prestation au fur et à mesure de sa réalisation serait apprécié dans le cadre de la mise à jour du registre des déchets sortants par les établissements.

Le ticket de pesée, dans le cadre de la collecte par compacteur et si le camion BOM est équipé du pesage embarqué, devra être transmis à l'établissement collecté, soit immédiatement (ticket papier, envoi mail), soit dans les 48h consécutives à cette prise en charge (par toute forme adaptée à cette transmission en différé).

Les factures ne seront recevables qu'à la condition d'être accompagnées :

- Des bons de collecte/rotation
- Le cas échéant des bons de pesée
- Du relevé de prestation mensuel comportant les dates de collecte/rotation, le nombre de bac à déchets vidés ou/et le poids de déchets pris en charge, le nombre d'intervention de lavage du caisson du compacteur et des bacs à déchets.

Dans le cas contraire, la prestation sera jugée incomplète et donc non facturable.

### **3.8 Refus de prise en charge des déchets**

Le titulaire listera dans son offre les déchets acceptés dans la filière concernée et les déchets refusés.

Le titulaire présentera de manière très précise dans son offre ce qui sera fait de la matière refusée et expliquera la méthode de calcul de déclassement permettant de facturer les frais de traitement éventuels qui devront être renseignés au niveau du bordereau de prix.

La totalité du chargement devra être traitée.

Si au moment du déchargement, le titulaire constate la présence de déchets « non conformes », l'établissement producteur devra en être immédiatement informé afin de venir constater la non-conformité s'il le souhaite. Tout manquement à cette consigne ne pourra être suivi de facturation de matière déclassée.

Si le motif de refus est imputable aux établissements membres du GHT (problème de tri), ceux-ci sont redevables des frais de traitement, conformément aux éléments renseignés dans le bordereau de réponses et de prix.

### **3.9 Reprise des matériels en fin de marché**

Une mise au point entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire sera réalisée 2 mois avant la fin du marché afin de définir le calendrier de reprise des équipements afin d'éviter toute discontinuité entre le marché actuel et le nouveau marché.

Les établissements du GHT s'engagent à restituer les équipements en état de fonctionnement. La responsabilité des établissements du GHT ne saurait être engagée si le dysfonctionnement des équipements est dû à un mauvais entretien du titulaire.

### **3.10 Continuité de service**

En cas de mouvement social des personnels du prestataire, ou des sites d'élimination finale risquant d'entraîner l'impossibilité de l'exécution totale ou partielle des prestations assurées par le titulaire, le pouvoir adjudicateur devra être informé. Une concertation donnera lieu à une adaptation provisoire du marché afin de poursuivre la prestation.

L'évacuation et le traitement des déchets devront être assurés.

Les coûts associés aux moyens matériels mis en œuvre à cette occasion, n'auront aucune conséquence financière sur le coût des prestations.

Le titulaire appliquera les prix pratiqués dans le cadre du marché.

En cas d'inexécution partielle ou totale, pouvant porter préjudice au bon fonctionnement des établissements, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire réaliser les prestations par un autre prestataire au frais du titulaire défaillant.

### **3.11 Evolution du besoin**

Les besoins exprimés dans le présent CCP, sont basés sur l'historique de l'activité 2023.

Une revue annuelle des contrats sera organisée par le pouvoir adjudicateur, elle permettra notamment de suivre l'évolution des indicateurs d'activité.

Les tonnages ou le nombre de contenants indiqués dans le CCTP par les établissements concernés par la prestation sont donnés à titre indicatif et pourront être revus à la hausse ou la baisse en fonction du déploiement du tri selectif.

La fermeture partielle, provisoire ou totale d'une activité peut entraîner la modification de la prestation correspondante (point de collecte modifié, et évolution des tonnages des sites). Des réaménagements de locaux pourront intervenir au cours de l'accord-cadre entraînant des suspensions temporaires des prestations voire des transferts définitifs des points de collecte.

Toute modification des points de collecte sera notifiée au titulaire du marché par lettre recommandée avec accusé de réception, un (1) mois avant la mise en place de la nouvelle collecte précisant la date de mise en œuvre et le descriptif des modifications. A sa demande, une visite des locaux pourra être programmée.